



## **Communiqué de la Fédération CNT des travailleu·ses de l'Éducation**

*(réunie en congrès à Lille les 30 – 31 mars et 1er avril 2023)*

« Échelonner l'agenda pour favoriser la concertation avec les partenaires sociaux » : ce genre de phrases creuses pourrait faire encore rire si elles ne témoignaient pas d'une nouvelle tentative du gouvernement pour calmer la rue et mieux imposer sa réforme des retraites.

Du dialogue, il n'y en a jamais eu, alors qui voudrait commencer maintenant ?

Partout, les grèves et les manifestations ont montré le refus catégorique de travailler plus longtemps. En France, les travailleur·euses de toute tendance, déjà opposé·es à cette réforme, ont été nombreux·ses à dénoncer le coup de force légal qui vise à l'imposer. Tou·tes ont compris que le caractère « social » de ce projet n'était qu'un mensonge de plus qui sert les intérêts privés d'un Medef avide de profits.

### **Donner c'est donner, reprendre c'est voler !**

Rallonger le temps de travail, c'est baisser les salaires. En effet imposer deux années de plus de travail, c'est diminuer la valeur du temps travaillé : c'est se faire reprendre 104 semaines de nos congés payés sur notre vie professionnelle. Les travailleur·euses en France doivent être pressé·es jusqu'à la mort, tandis que la précarisation des métiers accentue la misère ambiante.

Dans l'éducation, les travailleur·euses ont réagi : d'AG en manifs, de piquets de grève en actions de soutien, la contestation a été massive. Les conditions de travail jouent : leur dégradation s'accroît depuis une dizaine d'années. Les baisses de DHG, les suppressions de dispositifs pédagogiques, les pôles médico-sociaux désertés et les pressions managériales aliénantes, contribuent à attiser une colère constante dans les établissements scolaires. Les élèves en subissent aussi les conséquences : le gouvernement prévoit d'employer les jeunes plus tôt, pour moins cher, et les destine à travailler plus longtemps pour toujours moins cher. Il en devient logique alors que la révolte gronde. Sauf que, lorsque la jeunesse se mobilise, c'est la répression qui s'abat. Celle-ci est allée crescendo durant le mouvement, visant d'abord les blocages de grévistes, pour atteindre des pics de violence sur les lycéen·nes et les étudiant·es dans leurs établissements et dans la rue.

Le capitalisme ne fait plus rêver que les socio-pathes obsédé·es par l'accroissement sans fin de leur compte en banque. La tentation du fascisme est grande pour les pouvoirs qui s'y accrochent. Contrôles policiers à gogo, peur organisée et gros profits cohabitent à merveille. Au moment où les manifestant·es s'étouffaient sous l'avalanche de gaz lacrymo dans les rues autour de la Concorde, Patrick Pouyanné, PDG de Total, augmentait sans vergogne son salaire de 10 %.

Et pourtant, le mouvement social persiste, mute, change de forme. La contestation continue. Du dialogue ? On a compris qu'il n'y en aurait pas. Et que ce gouvernement ne connaît qu'un langage : grève et blocage.

La fédération des travailleuses et travailleurs de l'éducation de la CNT exprime son soutien inconditionnel au mouvement social actuel. Les syndicats qui la composent s'engagent à mettre leurs moyens au service de la lutte, jusqu'au retrait de cette réforme, mais aussi pour établir les bases d'un nouveau rapport de force favorable aux travailleur·euses de ce pays.

**Reprenons en main nos conditions de travail, comme nos conditions de vie.  
Si nous ne le faisons pas, qui le fera ?**